

George PAU-LANGEVIN

*Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration, tests ADN [9 octobre 2007] (p. 2644)

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration [16 janvier 2008] (p. 260)

Politique extérieure. Lutte contre la faim. [16 avril 2008] (p. 1639)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 328, posée le 10 juin 2008. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 10 juin 2008. Effectifs de personnel, Paris (p. 3161)

*DÉBATS***Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2137) : rejetée (p. 2144)

Thèmes :

Démographie : migrations : développement économique (p. 2139)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2138)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2137)

Etrangers : expulsion : fonctionnaires et agents publics (p. 2138)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 2138)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2139)

Justice : magistrats : aéroports (p. 2138)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2140)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 2140)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2187, 2196 et s.)

Son amendement n° 161 (de suppression) (p. 2188)

Son sous-amendement n° 265 à l'adt n° 18 de la commission (p. 2193)

Ses amendements n°s 162 à 166 (p. 2193 et s.)

Son amendement n° 167 (p. 2214) : adopté (p. 2215)

Son amendement n° 170 (p. 2217)

Son sous-amendement n° 188 à l'adt n° 21 rectifié de la commission (p. 2218)

Son amendement n° 168 (p. 2218)

Son sous-amendement n° 175 à l'adt n° 22 de la commission (p. 2219)

Son amendement n° 169 (p. 2221)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2222 et s., 2240 et s.)

Son amendement n° 176 (de suppression) (p. 2224)

Ses amendements n°s 177, 178, 180, 193, 179, 185, 191, 192, 186 et 189 (p. 2227 et s., 2238, 2241 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Étienne Pinte (saisine du procureur de la République par l'autorité consulaire dans un délai d'un mois en cas de doute sérieux sur la validité d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 2247)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2249)

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 2251)

Ses amendements n°s 172 et 173 (p. 2255, 2257)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son amendement n° 174 (p. 2262)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 255 précédemment réservé du Gouvernement (contrat d'accueil et d'intégration : bilan de compétences professionnelles obligatoire, sauf situations prévues par décret) (p. 2265)

Son sous-amendement n° 187 précédemment réservé (prise en compte, "notamment") à l'adt n° 29 précédemment réservé de la commission (prise en compte du respect du contrat d'accueil et d'intégration pour le renouvellement du titre de séjour) (p. 2265) : rejeté (p. 2266)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Son intervention (p. 2267)

Son amendement n° 190 (p. 2270)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2280)

Intervient sur le sous-adt n° 266 du Gouvernement (test ADN à l'initiative du demandeur du visa et après recueil préalable du consentement des personnes soumises au test) à l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2295)

Son amendement n° 194 (délivrance de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" à la victime de violences conjugales mariée à un Français à l'étranger) : rejeté (p. 2298)

Son amendement n° 195 (titre de séjour renouvelé de droit pour les victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 2298)

Son amendement n° 196 (délivrance de droit d'un titre de séjour aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 2299)

Son amendement n° 197 (impossibilité d'interrompre le séjour d'un étranger au seul motif d'une demande de divorce) : rejeté (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son intervention (p. 2303)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son intervention (p. 2304)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 104 de M. Noël Mamère (Haute autorité de lutte contre les discriminations destinataire, avec le Parlement, du rapport sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 2313)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Frédéric Lefebvre (admission exceptionnelle au séjour) (p. 2315)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 2315)

Article 13 (extension du recours à la visioconférence pour les audiences de prolongation de rétention par le juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 2317)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Intervient sur l'adt n° 224 de M. Victorin Lurel (majoration des dotations globales de fonctionnement en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à Saint-Martin en raison des conséquences de l'immigration irrégulière sur les infrastructures scolaires et sanitaires) (p. 2320)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Victorin Lurel (rapport au Gouvernement sur l'aide au développement des pays frontaliers des collectivités ultramarines) (p. 2320)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Victorin Lurel (rapport au Gouvernement sur la coopération et l'entraide judiciaire avec les pays frontaliers des collectivités ultramarines) (p. 2320)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Thierry Mariani (subordination à une condition de régularité du séjour

du droit d'un étranger à l'hébergement d'urgence) (p. 2325)

Explications de vote et vote [19 octobre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2326)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2326)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3038) : rejetée (p. 3041)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : langue française (p. 3039)

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 3039)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3039)

Etrangers : demandeurs d'asile : visioconférence (p. 3040)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 3038)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3039)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3040)

Etrangers : titres de séjour : violences conjugales (p. 3039)

Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 3039)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3040)

Prestations familiales : allocations familiales : tutelle (p. 3039)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3604)

Thèmes avant la procédure des questions :

Constitution : révision : rétention administrative (p. 3604)

Etrangers : tests génétiques (p. 3604)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3604)

Etrangers : reconduite aux frontières (p. 3605)

Etrangers : rétention administrative (p. 3604)

Etrangers : rétention administrative : mineurs (p. 3604)

Politique économique : mondialisation : immigration (p. 3605)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3605)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Procédure des questions :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3725)

**Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions
d'adaptation au droit communautaire dans le
domaine de la lutte contre les discriminations**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 921)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 939) : rejetée (p. 941)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 940)

Droit pénal : discrimination (p. 921, 939 et s.)

Droit pénal : discrimination : racisme (p. 940)

Justice : droit d'ester : discrimination (p. 939)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 921, 939 et s.)

Travail : égalité des chances (p. 940)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 940)

Union européenne : présidence française : égalité des chances (p. 941)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 1er (définitions)

Son intervention (p. 943)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Son intervention (p. 944)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Ses interventions (p. 948 et s.)

Article 4 (aménagement des règles de charge de la preuve en matière de discriminations)

Son intervention (p. 949)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Son intervention (p. 952)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 44 de Mme Martine Pinville (discrimination dans la fonction publique : faculté pour les associations de lutte contre les discriminations d'ester en justice) (p. 953)

Intervient sur l'adt n° 43 de Mme Martine Pinville (assimilation, dans la fonction publique, du harcèlement à une discrimination) (p. 954)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission (bilan annuel sur la diversité dressé dans les services publics et les entreprises privées de plus de cinquante salariés) (p. 957)

Explications de vote et vote [25 mars 2008] (p. 957)

Ses explications de vote (p. 957)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 957)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)

Son intervention (p. 2075)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 2075 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité des chances (p. 2075)

Droits de l'homme et libertés publiques : mixité sociale (p. 2075)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 2075)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 2075)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 2075)

Explications de vote et vote [14 mai 2008] (p. 2076)

Ses explications de vote (p. 2075)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2076)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)

Son intervention (p. 1527)

Thèmes :

Etrangers : immigration : Gabon (p. 1527, 1528)

Etrangers : immigration clandestine (p. 1528)

Etrangers : visas : Gabon (p. 1527, 1528)

Pays étrangers : Gabon (p. 1527, 1528)

Pays étrangers : Haïti (p. 1528)

Pays étrangers : Sénégal (p. 1528)

Politique extérieure : aide au développement (p. 1528)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1528)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1529)

Ses explications de vote (p. 1529)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1529)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 523 de M. Victorin Lurel (collectivités d'outre-mer) (p. 2709)

Après l'article 31

Son amendement n° 507 (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales) (p. 2715) : rejeté (p. 2716)